

Les synthèses de l'Auran

DYNAMIQUE DE L'EMPLOI ET
TENSIONS SUR LE MARCHÉ DU
TRAVAIL AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

BAROMÈTRE CONJONCTURE EMPLOI #6

Dans un contexte national d'embellie générale de l'économie, l'année 2017 s'achève avec presque tous les indicateurs au vert dans la métropole nantaise. Depuis trois ans, l'emploi salarié privé a progressé de façon soutenue, ainsi que l'intérim depuis plusieurs trimestres. Plus que la consommation des ménages, l'investissement des entreprises a porté cette année la croissance économique en France. Le dynamisme des activités productives sur le territoire nantais en est également témoin. L'année a été marquée par un recul des défaillances d'entreprises et des perspectives favorables qui ont nourri les embauches. Des tensions en recrutement liées en partie à un manque de main d'œuvre locale dans certains métiers se sont aussi intensifiées. C'est notamment le cas dans l'industrie, l'informatique et les services à la personne. Pour y répondre, la région des Pays de la Loire a annoncé déployer dans les prochains mois son « Plan de bataille pour l'emploi » afin d'accompagner les entreprises dans leurs recrutements et leur gestion RH, de lever les freins périphériques de l'emploi et d'enrichir l'offre de formation du territoire ligérien, en travaillant étroitement avec les acteurs de l'emploi et institutionnels. Une attention particulière sera accordée à l'offre de formation des demandeurs d'emploi, afin d'être en adéquation avec les besoins des entreprises.

Sur le front du chômage, le territoire renoue avec sa situation d'avant la crise de 2008. Le taux de chômage tombe sous le seuil des 7 % au dernier trimestre 2017, approchant un peu plus une situation apparente de plein emploi. Et pourtant, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi ne cesse d'augmenter, tout particulièrement dans la catégorie C (personnes en recherche ayant une activité réduite longue), ce qui interroge les parcours des actifs et la qualité des emplois (précarité, pluriactivité...) dans certains secteurs. Autre ombre au tableau, la demande d'emploi de catégorie A et celle de longue durée progressent à nouveau ce trimestre. Enfin, les besoins d'accompagnement par les services publics de l'emploi des personnes les plus en difficulté (faiblement diplômés, seniors, jeunes, habitants des quartiers prioritaires, allocataires du RSA, demandeurs d'emploi de longue durée déconnectés du marché du travail...) sont toujours à un niveau soutenu. Localement, les projets d'investissements publics permettent aussi de faire levier pour l'emploi de ces personnes au travers de dispositifs, comme par exemple la clause d'insertion sociale.

Chiffres clés

+ 4,2 % d'emploi salarié privé à Nantes Métropole (+1,6 % en France) au 4^{ème} trimestre 2017 (par rapport au T4 2016)

+ 12,6 % d'emploi intérimaire à Nantes Métropole au 4^{ème} trimestre 2017 (par rapport au T4 2016)

6,8 % de taux de chômage dans la zone d'emploi de Nantes (8,6 % en France) au T4 2017, et une tendance à la baisse depuis 2015

34 181 demandeurs d'emplois en fin de mois (DEFM) de catégorie A enregistrés à Pôle emploi à Nantes Métropole, en hausse de **0,6 %** (-0,2 % en France) au T4 2017 (par rapport au T4 2016)

- 5,5 % de DEFM A de moins de 25 ans, **+ 3,9 %** de seniors de 50 ans et plus, **+ 0,6 %** de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis 1 an et plus) à Nantes Métropole au T4 2017

+ 2,5 % de DEFM A, B et C (incluant des demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois) à Nantes Métropole (+2,5 % en France) au T4 2017 (par rapport à la même période en 2016)

UN TRAVAIL D'OBSERVATION DE L'EMPLOI ET DE L'ACTIVITÉ À L'ÉCHELLE DE LA MÉTROPOLE NANTAISE

UNE DÉMARCHE PARTENARIALE

L'observatoire, à travers son groupe partenarial, permet de porter à connaissance des élus métropolitains et des acteurs économiques, de l'emploi et de la formation des éléments de diagnostic partagé sur la situation économique de la métropole nantaise, les mécanismes du marché du travail local et les dispositifs de soutien à l'emploi. C'est ainsi un lieu d'échange technique au service des enjeux territoriaux et un outil de mutualisation des compétences de ses partenaires.

Nantes Métropole et l'Agence d'urbanisme de la région nantaise (Auran) assurent l'animation du dispositif et la réalisation des contenus avec l'appui des membres du groupe technique partenarial.

Les travaux de l'observatoire sont l'expression des collaborations et des partenariats entre :

- l'Agence d'urbanisme de la région nantaise (Auran)
- l'Agence régionale des Pays de la Loire et l'Observatoire régional économique et social des Pays de la Loire (ORES)
- la Banque de France des Pays de la Loire
- la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes Saint-Nazaire (CCI)
- la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Pays de la Loire (CMAR)
- la Chambre Régionale d'Économie Sociale et Solidaire des Pays de la Loire (CRESS)
- la Conférence des grandes Écoles
- le Conseil Départemental de Loire-Atlantique
- la Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la Consommation du Travail et de l'Emploi des Pays de la Loire (DIRECCTE)
- l'Insee
- l'École de la Deuxième Chance de l'estuaire de la Loire
- la Maison de l'emploi de la métropole nantaise
- la Mission locale Nantes Métropole
- Nantes Métropole
- Nantes Saint-Nazaire Développement
- l'Observatoire Régional des Compétences Industrielles des Pays de la Loire (ORCI)
- le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la métropole nantaise (PLIE)
- Pôle emploi Pays de la Loire
- la Région des Pays de la Loire
- le Rectorat de l'Académie de Nantes
- le Tribunal de commerce de Nantes
- l'Université de Nantes
- l'Urssaf des Pays de la Loire

UN DOCUMENT SYNTHÉTIQUE POUR TÉMOIGNER DE LA CONJONCTURE SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

Cette publication de données de conjoncture présente une vision synthétique et régulière du marché du travail et de la vie économique du territoire de la métropole nantaise. Sa récurrence est trimestrielle et **le document présente les dernières données disponibles au moment de son élaboration.**

Cette étude recouvre plusieurs périmètres géographiques pour décrire la situation économique nantaise, selon la disponibilité des données ou la pertinence des périmètres : Nantes Métropole (Nantes et les 23 communes qui composent l'intercommunalité), la zone d'emploi de Nantes (périmètre statistique au sein duquel 3 emplois sur 4 se localisent à Nantes Métropole), et le périmètre d'intervention du tribunal de commerce de Nantes. Le département de la Loire-Atlantique, la région des Pays de la Loire et l'ensemble du territoire français sont également présentés, comme territoires de comparaison.

Ce document s'appuie sur une sélection d'indicateurs, alimentés par les établissements producteurs de données publiques et par les partenaires de l'observatoire. Cette publication a été construite avec le soutien des membres du groupe de travail intégrant l'ensemble des partenaires, que nous remercions pour leurs précieuses contributions.

EMPLOI DANS LE SECTEUR PRIVÉ

LES HAUSSES D'EMPLOIS S'ACCÈLÈRENT AU DERNIER TRIMESTRE 2017

L'année 2017 s'achève en beauté avec un quatrième trimestre très favorable dans la grande majorité du pays. Depuis 3 ans, l'emploi salarié privé progresse de façon continue dans la région nantaise et à un rythme toujours plus soutenu que les trimestres précédents.

Au 4^{ème} trimestre 2017, l'emploi salarié privé dans la zone d'emploi de Nantes connaît une hausse de 4 % par rapport à 2016 et de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. La métropole, qui concentre les trois-quarts des emplois, s'inscrit dans cette tendance haussière marquée (+ 4,2 %) par rapport à 2016, soit 11 040 postes salariés supplémentaires dans le secteur privé. Son hinterland connaît également des progressions (+3,4 % dans le reste de la zone d'emploi de Nantes), qui sont supérieures à celles des autres territoires des Pays de la Loire (+2,7 %) et de la moyenne nationale (+1,7 %).

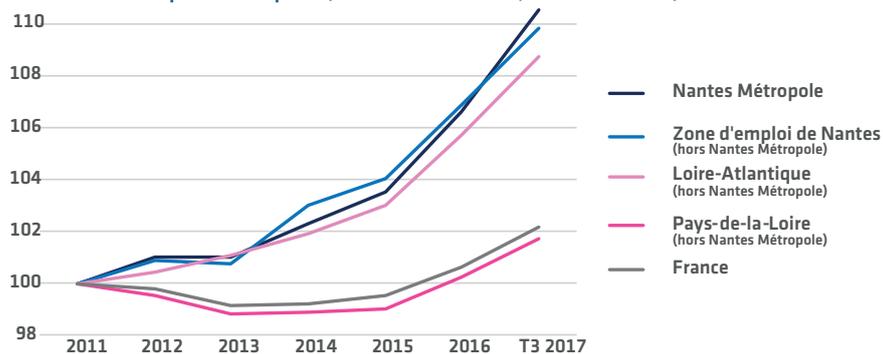
A l'image de l'ensemble de l'année 2017, la géographie de l'emploi privé reste inchangée au dernier trimestre. L'emploi progresse fortement dans la quasi-totalité des territoires du Grand-Ouest, emmené par la zone d'emploi de Nantes dans une dynamique partagée par les bassins d'emploi alentours. En revanche, l'emploi dans le quart nord-est peine à repartir, hormis dans la région lilloise et le Rhin supérieur. Le Sud-Est bénéficie également de fortes dynamiques, dans la région lyonnaise, ainsi que dans les territoires proches de la Suisse et sur l'axe méditerranéen. Quant au Sud-Ouest, Bordeaux et Toulouse connaissent également des progressions mais en relatif isolat.

L'emploi salarié privé (données brutes)

	Effectifs au T4 2017 31/12/2017	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution trimestrielle (en effectifs)	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Nantes Métropole	273 866	nd	nd	+ 4,2 %	+ 11 039
Zone d'emploi de Nantes	363 718	+ 1,1 %	+ 3 836	+ 4,0 %	+ 14 006
ZE hors Nantes Métropole	89 852	nd	nd	+ 3,4 %	+ 2 967
Loire-Atlantique	440 556	+ 0,9 %	+ 4 089	+ 4,1 %	+ 17 363
Loire-Atlantique hors Nantes Métropole	166 690	nd	nd	+ 3,9 %	+ 6 324
Pays de la Loire	1 046 057	+ 0,8 %	+ 7 847	+ 2,7 %	+ 27 625
Pays de la Loire hors Nantes Métropole	772 191	nd	nd	+ 2,2 %	+ 16 586
France	18 200 802	+ 0,4 %	+ 80 991	+ 1,7 %	+ 306 735

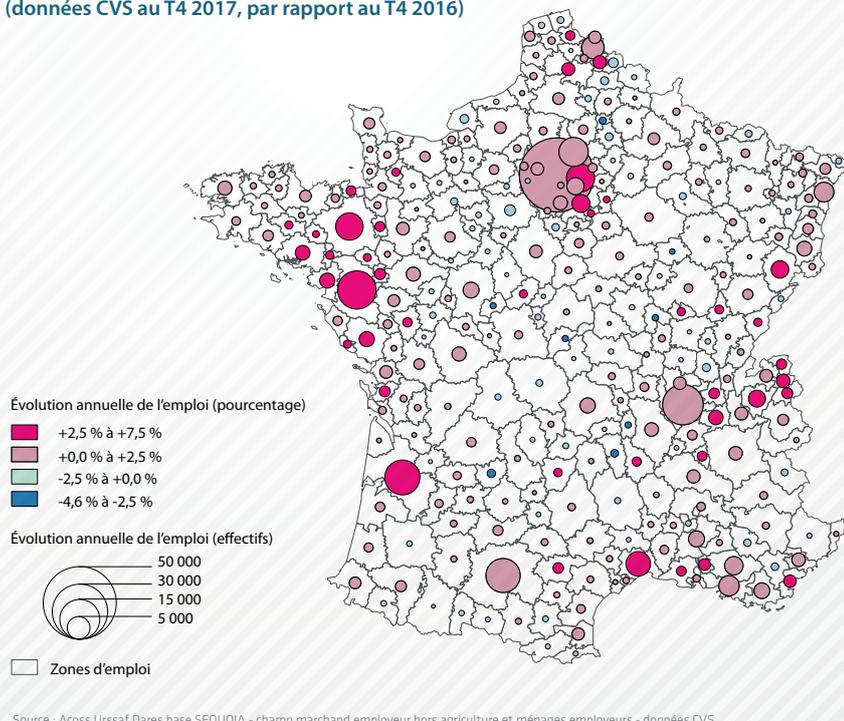
Source : Acoos Urssaf Pays de la Loire - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes et CVS provisoires issues du socle régional
note : les données CVS n'étant plus disponibles à l'échelon intercommunal, les effectifs sont présentés en données brutes, et l'évolution trimestrielle est calculée sur les données CVS sur les périmètres disponibles. Les données intérimaires diffèrent des données communiquées par la DARES.

Évolution de l'emploi salarié privé (base 100 au T4 2011, données brutes)



Source : Acoos Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les zones d'emploi françaises (données CVS au T4 2017, par rapport au T4 2016)



NIVEAU SOUTENU DE L'INTERIM ET EMBELLIE DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS TOUS LES SECTEURS

A l'image de l'année 2017, l'emploi salarié privé progresse sensiblement à Nantes Métropole et dans sa zone d'emploi, dans tous les secteurs d'activités, hormis ceux de l'énergie et du transport-logistique.

Les autres secteurs de l'industrie (manufacturière) connaissent des hausses d'emplois depuis un an dans la région nantaise. L'industrie métropolitaine gagne 350 postes par rapport à la même période en 2016, mais c'est surtout le reste de la zone d'emploi qui profite de cette embellie (+1 315 emplois salariés privés). A noter également des hausses dans le reste de la région des Pays de la Loire et une stabilisation (légèrement haussière) dans l'ensemble de la France. L'Insee et la Banque de France soulignent ce trimestre une croissance économique portée par un niveau croissant d'utilisation

des capacités de production et une vivacité de l'investissement des entreprises qui profite à ces secteurs dans l'hexagone.

Fort de cette dynamique productive sur le territoire, les services aux entreprises sont également un moteur de l'emploi privé dans la métropole nantaise. L'emploi intérimaire est toujours à un haut niveau ce trimestre (porté par l'industrie mais aussi la construction et les services). Il est en nette hausse par rapport à l'année précédente, malgré un léger retrait dans les services.

La construction et les travaux publics affichent également de fortes progressions d'emplois ce trimestre (+5 %) et connaissent une légère baisse de la demande intérimaire par rapport au 3^{ème} trimestre. La hausse des intentions d'embauches en contrat long (de plus d'un mois) dans ce secteur laisse augurer une reprise des recrutements et une visibilité accrue des entreprises locales sur leur activité. Les activités de restauration et d'hébergement sont également porteuses d'emplois salariés ainsi qu'intérimaires. Le commerce, le secteur bancaire et les activités de santé affichent également des progressions d'emplois, néanmoins plus modestes.

L'emploi salarié privé par secteur d'activités (données brutes)

	Nantes Métropole Effectifs au T4 2017 31/12/2017	Évolution annuelle (en %)	Poids dans la zone d'emploi de Nantes	ZE de Nantes Évolution annuelle (en %)	Pays de la Loire Évolution annuelle (en %)	France Évolution annuelle (en %)
Emploi salarié privé total	273 866	+ 4,2 %	75 %	+ 4,0 %	+ 2,7%	+ 1,7 %
Industrie manufacturière	22 865	+ 1,5 %	48 %	+ 2,8 %	+ 1,6 %	+ 0,2 %
Eau - énergie - déchets	5 250	- 0,6 %	85 %	- 1,8 %	- 0,6 %	- 1,4 %
Construction	17 676	+ 5,0 %	61 %	+ 3,8 %	+ 1,9 %	+ 2,2 %
Commerce	40 278	+ 1,7 %	71 %	+ 2,0 %	+ 1,6 %	+ 0,8 %
Transport - logistique	21 611	stable	77 %	+ 0,9 %	+ 1,1 %	+ 0,6 %
Hébergement, restauration	11 585	+ 6,3 %	82 %	+ 6,1 %	+ 4,0 %	+ 3,4 %
Information, communication	24 471	+ 5,5 %	97 %	+ 5,4 %	+ 4,5 %	+ 2,9 %
Finance, assurance, activités immobilières	19 659	+ 2,1 %	92 %	+ 2,0 %	+ 1,1 %	+ 0,1 %
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	26 529	+ 6,5 %	89 %	+ 5,9 %	+ 4,3 %	+ 3,1 %
Services administratifs, de soutien	36 111	+ 12,6 %	79 %	+ 12,1 %	+ 9,6 %	+ 6,5 %
- dont intérim	14 811	+ 21,9 %	77 %	+ 18,4 %	+ 15,9 %	+ 13,0 %
Administration publique, enseignement	11 051	+ 2,7 %	85 %	+ 2,4 %	+ 0,9 %	- 0,1 %
Santé humaine et action sociale	24 114	+ 1,8 %	76 %	+ 1,7 %	+ 1,1 %	+ 1,1 %
Arts, spectacles et activités récréatives	5 401	+ 6,3 %	84 %	+ 6,2 %	+ 4,8 %	- 0,4 %
Autres activités de services	7 265	+ 1,9 %	79 %	+ 0,6 %	+ 0,7 %	- 0,2 %

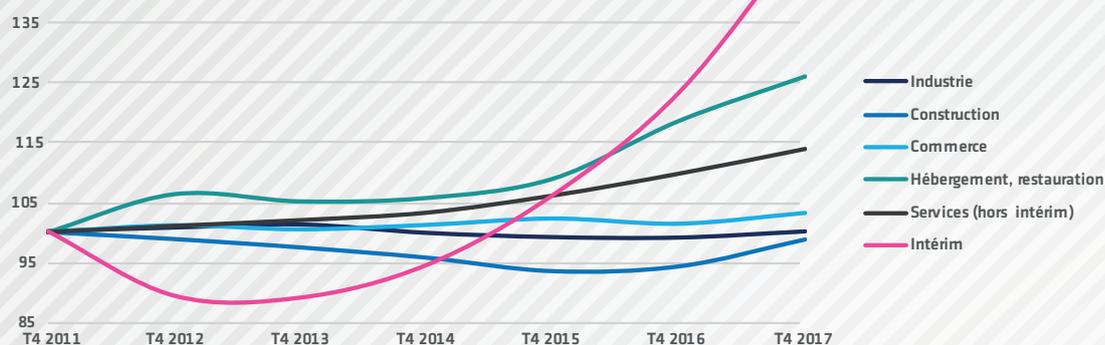
Source : Acoess Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes provisoires

L'emploi intérimaire par secteur d'activités à Nantes Métropole (données CVS)

	Effectifs au T4 2017 31/12/2017	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)	Effectifs au T3 2017 30/09/2017	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)
Emploi intérim total	8 979	- 0,6 %	+ 12,6 %	9 030	+ 3,7 %	+ 12,8 %
Agriculture	22	- 40,7 %	- 16,1 %	38	- 23,7 %	- 26,0 %
Industrie	2 712	+ 1,1 %	+ 16,1 %	2 682	+ 7,2 %	+ 14,9 %
Construction	2 412	- 6,7 %	+ 20,6 %	2 587	+ 5,5 %	+ 12,8 %
Commerce	1 059	+ 5,3 %	+ 5,9 %	1 006	+ 0,4 %	+ 11,7 %
Transport - logistique	988	+ 7,1 %	+ 9,0 %	923	- 4,0 %	+ 19,4 %
Hébergement, restauration	116	+ 3,1 %	+ 93,2 %	113	+ 6,2 %	- 31,1 %
Services	1 669	- 0,8 %	+ 1,6 %	1 683	+ 2,6 %	+ 13,0 %

Source : Pôle emploi - données corrigées des variations saisonnières - provisoires, unité nombre d'intérimaires

Évolution de l'emploi salarié privé à Nantes Métropole par secteurs d'activités (base 100 au T4 2011)



CHÔMAGE ET DEMANDE D'EMPLOI

UN TAUX DE CHÔMAGE AU PLUS BAS MAIS DES INSCRIPTIONS À PÔLE EMPLOI QUI CONTINUENT D'AUGMENTER

L'année 2017 s'achève avec un taux de chômage estimé sous la barre des 7 % dans la zone d'emploi de Nantes. Elle renoue ainsi avec les niveaux connus d'avant la crise économique de 2008. La région des Pays de la Loire affiche un taux de chômage à 7,3 %, soit le plus faible de France, juste devant la Bretagne (7,4 %).

Néanmoins, l'année aura également été marquée par ce mouvement apparemment contradictoire de baisse du taux de chômage et de hausse du nombre d'inscrits à Pôle emploi. Avec une hausse de 2,5 % sur les catégories A, B et C, la demande d'emploi progresse significativement à Nantes Métropole au dernier trimestre, par rapport à l'année précédente, et ce dans les mêmes proportions que dans l'ensemble de la France métropolitaine.

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant aucun emploi (catégorie A) est en recul depuis deux ans (mais en légère hausse ce dernier trimestre) à Nantes Métropole. Cette catégorie représente la moitié des inscrits à Pôle emploi. Néanmoins, depuis trois trimestres, les inscrits en catégories B et C (voir page 6) augmentent significativement. Ainsi, deux inscrits à Pôle emploi sur cinq travaillent (en activité réduite mais aussi pour un grand nombre à temps plein), tout en cherchant activement un emploi.

La reprise économique générale facilite l'insertion des plus éloignés du marché du travail et peut réencourager des personnes qui avait cessé de solliciter le service public de l'emploi pour leur recherches, impactant à la hausse les inscriptions à Pôle emploi. Néanmoins, l'augmentation conséquente de la catégorie C peut aussi laisser supposer qu'une partie des actifs occupés de la métropole travaillent dans des conditions d'emploi qu'ils considèrent insatisfaisantes et/ou précaires.

Taux de chômage localisés en moyenne trimestrielle (CVS)

	Taux de chômage au T4 2017 (p)	Évolution trimestrielle (en pts de %)	Évolution annuelle (en pts de %)	Taux de chômage au T3 2017 (p)	Évolution trimestrielle (en pts de %)	Évolution annuelle (en pts de %)
Zone d'emploi de Nantes	6,8	-0,7	-1,0	7,5	+0,2	-0,4
Loire-Atlantique	7,1	-0,7	-1,1	7,8	+0,2	-0,5
Pays de la Loire	7,3	-0,7	-1,1	8,0	+0,1	-0,5
France	8,6	-0,7	-1,1	9,3	+0,1	-0,4
ZE Montpellier	11,7	-0,8	-1,4	12,5	+0,3	-0,4
ZE Marseille-Aubagne	11,4	-0,9	-1,2	12,3	+0,5	stable
ZE Lille	9,5	-0,9	-1,1	10,4	+0,4	-0,1
ZE Strasbourg	9,1	-0,8	-1,0	9,9	+0,3	-0,2
ZE Toulouse	8,4	-1,0	-1,3	9,4	+0,2	-0,5
ZE Bordeaux	8,8	-0,6	-1,0	9,4	+0,2	-0,4
ZE Lyon	7,9	-0,8	-1,0	8,7	+0,4	-0,2
ZE Rennes	6,5	-0,8	-1,2	7,3	+0,2	-0,4

Source : Insee - données corrigées des variations saisonnières - provisoires (p)

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois (DEFM)

	DEFM ABC au T4 2017 31/12/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	DEFM A au T4 2017 31/12/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Nantes Métropole (NM)	61 384	+2,5 %	+1 523	34 181	+0,6 %	+196
Loire-Atlantique	120 693	+2,5 %	+2 942	63 988	stable	+28
Loire-Atlantique hors NM	59 309	+2,5 %	+1 419	29 807	-0,6 %	-168
Pays de la Loire	322 930	+2,0 %	+6 227	170 313	-1,0 %	-1 645
Pays de la Loire hors NM	261 546	+1,8 %	+4 704	136 132	-1,3 %	-1 841
France métropolitaine	568 320	+2,5 %	+13 650	352 360	-0,2 %	-600

Source : Pôle emploi - données brutes

Mémento

Catégorie A : demandeur d'emploi en fin de mois (DEFM) sans emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois et tenu de rechercher un emploi

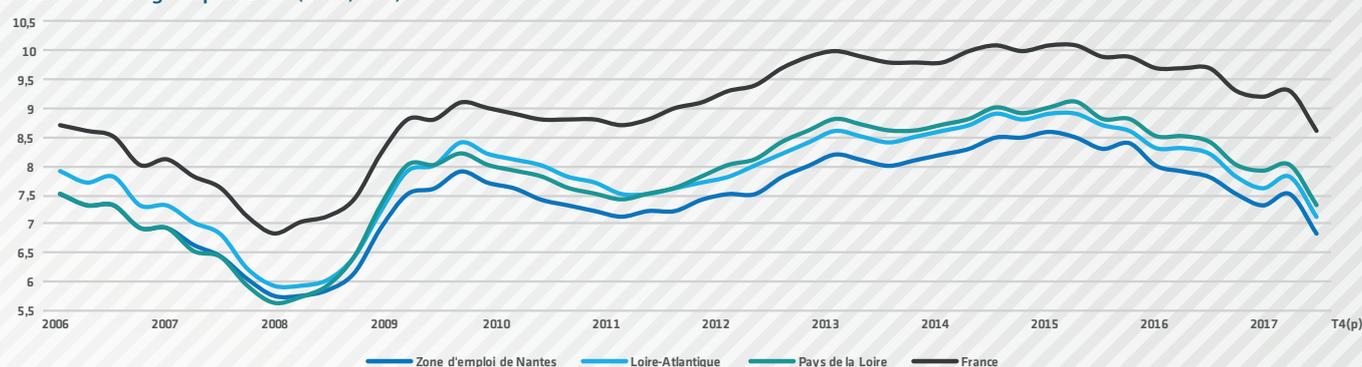
Catégorie B : DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois (78h ou moins) et tenu de rechercher un emploi

Catégorie C : DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois (plus de 78h) et tenu de rechercher un emploi

Catégorie D : DEFM sans emploi, non tenu de rechercher un emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...)

Catégorie E : DEFM non tenu de rechercher un emploi, en emploi répondant à un dispositif particulier (contrats aidés...)

Taux de chômage depuis 2006 (en %, CVS)



Source : Insee - données corrigées des variations saisonnières - provisoires

HAUSSE DE LA DEMANDE D'EMPLOI ET DES FREINS A L'EMPLOI QUI PERSISTENT

Au 31 décembre 2017, 68 282 personnes étaient inscrites à Pôle emploi à Nantes Métropole, soit une hausse de 0,4 % par rapport à 2016 (+258 inscrits). Cette quasi-stabilité au dernier trimestre atténuée un peu le bilan 2017 de hausse des inscriptions, alors qu'elles avaient diminué l'année précédente.

Cependant, la fin de l'année signe la hausse conjointe des catégories A, B et C, alors que la catégorie A évoluait à la baisse depuis 7 trimestres. Le dernier trimestre confirme la forte augmentation des inscrits ayant exercé une activité réduite longue, qui représente près de 1 200 personnes, soit plus d'un quart des DEFM à Nantes Métropole. Les inscrits en catégorie E sont en revanche en diminution. Enfin, la catégorie D (DEFM en formation, stage ou maladie) connaît une forte baisse au 4^{ème} trimestre (-20,2 %, soit 787 personnes). En effet, en 2016, le « plan 500 000 formations » avait conduit à une hausse très importante du nombre de DEFM bénéficiaires de formations à la fin de l'année 2016.

L'évaluation du dispositif ligérien par le Carif-Oref des Pays de la Loire* indique des résultats contrastés, fonction du type de formation suivie mais aussi du profil des personnes et des freins au retour à l'emploi qui relèvent de situations individuelles. Les formations courtes d'adaptation à l'emploi présentent des taux d'insertion à 6 mois très élevés (73 %) mais n'ont bénéficié qu'à 10 % des stagiaires des Pays de la Loire. En revanche, seulement un tiers des stagiaires des formations préparatoires, de découverte de métiers et sur les compétences-clés se sont insérés à 6 mois. Cela s'explique par un contenu moins directement connecté avec les besoins immédiats des entreprises. Les jeunes ont un taux élevé d'insertion à 6 mois, tandis que les travailleurs handicapés, les chômeurs de longue durée et les personnes les plus faiblement diplômés ont eu plus de difficulté.

Ces publics fragiles sont présents dans la métropole nantaise. Si ce trimestre la situation des DEFM de moins de 25 ans s'améliore encore, celle des seniors de plus de 50 ans ne cesse de se dégrader (+3,9 %). Ce dernier trimestre signe également la hausse des demandeurs d'emploi de longue durée (+0,6 %) après une année de diminution.

*Carif-Oref décembre 2017 « Plan 500 000 formations supplémentaires en Pays de la Loire : une personne sur deux en emploi six mois après la formation ».

Demandeurs d'emploi en fin de mois à Nantes Métropole, par catégorie Pôle emploi

	Effectifs au T4 2017 31/12/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	Poids relatif / DEFM total
Total inscrits à Pôle emploi	68 282	+ 0,4%	+ 258	100 %
DEFM de catégorie A	34 181	+ 0,6%	+ 196	50 %
DEFM de catégorie B	9 213	+ 1,4%	+ 128	13 %
DEFM de catégorie C	17 990	+ 7,1%	+ 1 199	26 %
DEFM de catégorie D	3 116	- 20,2%	- 787	5 %
DEFM de catégorie E	3 782	- 11,2%	- 478	6 %

Source : Pôle emploi - données brutes

Profil des demandeurs d'emploi de catégorie A à Nantes Métropole

	Effectifs au T4 2017 31/12/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	Poids relatif / DEFM A
DEFM A	34 181	+ 0,6%	+ 196	100 %
Moins de 25 ans	4 467	- 5,5%	- 260	13 %
Entre 25 et 49 ans	22 765	+ 0,9%	+ 195	67 %
50 ans et plus	6 949	+ 3,9%	+ 261	20 %
Hommes	17 984	- 0,6%	- 105	53 %
Femmes	16 197	+ 1,9%	+ 301	47 %
Demandeurs d'emploi de longue durée	12 754	+ 0,6%	+ 77	37 %
Non DELD	21 427	+ 0,6%	+ 119	63 %
BAC+3 et plus (niveau I et II)	7 960	+ 5,0%	+ 377	23 %
BAC+2 (niveau III)	4 641	+ 0,6%	+ 27	14 %
BAC et équivalents (niveau IV)	7 073	stable	- 16	21 %
BEP/CAP (niveau V)	9 741	- 2,6%	- 255	28 %
Sans diplôme ou niveau collège (niveau V bis et VI)	4 554	+ 1,0%	+ 43	13 %
Niveau de formation non déterminé	212	+ 10,4%	+ 20	1 %
Bénéficiaires de l'obligation d'emploi	3 623	- 5,7%	- 220	11 %
Non bénéficiaires de l'obligation d'emploi	30 558	+ 1,4%	+ 416	89 %
Allocataires RSA	7 240	- 1,3%	- 98	21 %
Non allocataires RSA	26 941	+ 1,1%	+ 294	79 %

Source : Pôle emploi - données brutes

INSERTION PROFESSIONNELLE

DES BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ TOUJOURS ÉLEVÉS SUR LE TERRITOIRE

Au 4^{ème} trimestre 2017, 4 976 jeunes ont été suivis par la Mission locale. Au global sur l'année, l'activité de suivi a progressé de 3,4 % mais les nouveaux inscrits diminuent (-3,7 % sur l'année et -0,6 % ce trimestre) et ce depuis 2015, ce qui corrobore les tendances observées sur les inscrits de moins de 25 ans à Pôle emploi. Parmi ces derniers, les moins de 18 ans sont plus nombreux qu'à la même période en 2016, ce qui est concomitant à l'arrivée progressive des « millennials » sur le marché de l'emploi. On note également une baisse continue du public féminin dans les nouveaux inscrits depuis maintenant deux ans.

L'accompagnement spécifique des adultes par le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) est en diminution ce trimestre

(-3,8 %) tout comme l'ensemble de l'année (-2,4 %). On constate une forte augmentation des nouvelles inscriptions, après une baisse significative de l'activité en 2016*. L'embellie économique de ces dernières années facilite l'insertion des personnes suivies de longue date par le dispositif. Toutefois, les inscriptions ne faiblissent pas.

Le constat est similaire pour les personnes en situation de pauvreté (bénéficiaires du revenu de solidarité active) accompagnées par les Unités emploi du Conseil départemental. Elles sont moins nombreuses ce trimestre (-8,4 %) et au global sur l'année 2017 (-9,6 %). Pour autant, les besoins restent soutenus sur le territoire et trouvent des réponses au sein des dispositifs locaux spécifiques ainsi qu'auprès de Pôle emploi qui a renforcé cette année son accompagnement global.

*liée à un redéploiement des missions du PLIE dans un contexte de resserrement financier, afin d'assurer un accompagnement de qualité.

Publics suivis par la Mission locale, le PLIE de Nantes Métropole et les Unités emploi de la métropole nantaise

	Effectifs T4 2017 31/12/2017	Évolution annuelle (en %)	Effectifs T3 2017 30/09/2017	Évolution annuelle (en %)
Nombre de jeunes suivis par la Mission locale	4 976	+ 3,5 %	4 358	- 0,2 %
dont nombre de jeunes reçus en entretien	3 524	- 1,2 %	3 323	- 1,8 %
dont nouveaux inscrits	1 025	- 0,6 %	959	- 7,0 %
Nombre de personnes accompagnées par le PLIE	1 528	- 3,8 %	1 549	+ 1,0 %
dont nouveaux inscrits	128	+ 14,3 %	123	+ 44,7 %
Nombre de personnes accompagnées par les Unités emploi	1 710	- 10,1 %	1 791	- 8,4 %
dont nouveaux accompagnements	270	- 1,1 %	229	- 5,0 %

Sources : Mission locale et Maison de l'emploi de Nantes Métropole - données provisoires

Nouveaux inscrits dans le service public de l'emploi à Nantes Métropole

	Mission locale Effectifs au T4 2017	Évolution annuelle (en %)	PLIE Effectifs T4 2017	Évolution annuelle (en %)	Unités emploi Effectifs T4 2017	Évolution annuelle (en %)
Nouveaux inscrits	1 025	-0,6 %	128	+ 14,3 %	270	-1,1%
Moins de 18 ans	163	+ 16,4 %	nc	nc	nc	nc
Entre 18 et 22 ans	634	-7,3 %	nc	nc	nc	nc
Entre 23 et 26 ans	228	+ 10,1 %	nc	nc	nc	nc
Moins de 26 ans	nc	nc	18	+ 12,5 %	3	ns
Entre 26 et 44 ans	nc	nc	73	+ 12,3 %	188	- 1,6 %
Entres 45 et 54 ans	nc	nc	29	+ 52,6 %	63	+ 23,5 %
55 ans et plus	nc	nc	8	ns	16	- 36 %
Hommes	581	+ 9,2 %	64	+ 30,6 %	149	+ 8,8%
Femmes	444	- 11,0 %	64	+ 1,6 %	121	- 11,0 %
BAC+3 et plus (niveau I et II)	53	- 1,9 %	5	ns	24	- 14,3 %
BAC+2 (niveau III)	58	stable	4	ns	23	- 4,2 %
BAC et équivalents (niveau IV)	255	- 23,4 %	23	+ 35,3 %	42	+ 16,7 %
BEP/CAP (niveau V)	127	- 13,6 %	35	+ 25,0 %	68	- 4,2 %
Sans diplôme ou niveau collège (niveau V bis et VI)	57	- 27,8 %	37	+ 27,6 %	98	- 7,5 %
Non renseigné, ou diplôme non reconnu	475	+ 31,9 %	24	+ 9,1 %	15	ns

Sources : Mission locale et Maison de l'emploi de Nantes Métropole et Conseil départemental de Loire-Atlantique - données provisoires
ns : non significatif
nc : non concerné

MARCHÉ DU TRAVAIL

UNE ANNEE 2017 MARQUEE PAR LA HAUSSE DES BESOINS EN RECRUTEMENT SUR LE TERRITOIRE

15 285 offres d'emplois publiées par des entreprises en mal de main d'œuvre ont été collectées par Pôle emploi au 4^{ème} trimestre 2017, soit 1 802 offres de plus qu'en 2016 à la même période. Sur l'année, cela représente 12 504 offres supplémentaires.

Cette hausse résulte de la dynamique économique du territoire, mais aussi de l'amélioration continue de l'intégration des offres présentes sur les différents canaux de recrutement dans le portail « Emploi store ». Dans son panorama annuel sur les offres qu'elle collecte, la plateforme Jobijoba indique également que les Pays de la Loire figurent en tête des régions proposant le plus d'offres d'emploi sur l'année 2017. Pour autant, l'unité de mesure des « offres » comptabilise au même niveau une mission de quelques heures et un CDI. Difficile donc de conclure sur les besoins des entreprises qui peuvent avoir des pratiques de recrutement très diverses selon leur activité.

Pour autant, les difficultés de recrutement semblent bien présentes en Pays de la Loire et localement dans le bassin d'emploi de Nantes. Dans son enquête « Besoin en main d'œuvre » (BMO) 2018, Pôle emploi indique que la moitié (50,2 %) des projets de recrutement annoncés pour l'année par les entreprises du bassin de Nantes et du département de Loire-Atlantique leur semble difficile à réaliser. C'est plus que pour la Région des Pays de la Loire (48,3 %) et la France (44,4 %).

Les tensions sont particulièrement fortes sur les métiers d'ingénierie dans l'informatique et sur les métiers des services à la personne et de la propreté (entretien de locaux, aide à domicile et ménagère) qui combinent un fort volume de recrutement et une perception pessimiste des recruteurs sur leur capacité à les réussir. Les raisons avancées sont d'abord des questions de profils et de compétences dans l'informatique (cf travaux de l'ORCN des Pays de la Loire), même si des problématiques semblent aussi pointer sur les savoirs-être (respect des règles internes, engagement, sens du collectif). Dans les services aux personnes, en revanche c'est plutôt les conditions d'exercice des métiers (pénibilité, horaires décalés et fragmentés, faible rémunération) et le profil de la main-d'œuvre (métiers peu attractifs auprès des jeunes) qui sont pointés.

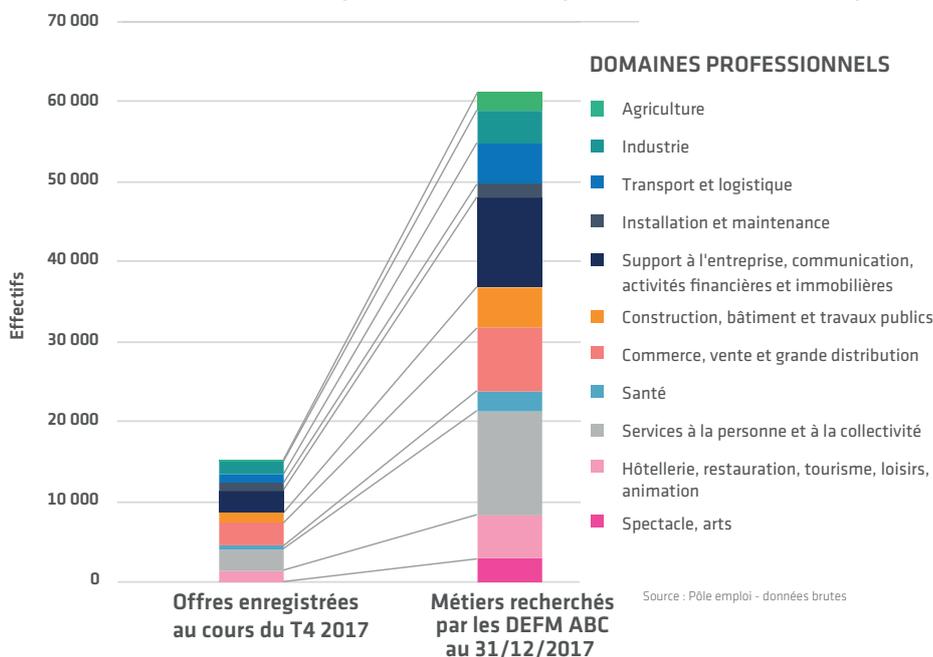
Offres d'emploi enregistrées auprès de Pôle emploi à Nantes Métropole

	Effectifs au cours du T4 2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Offres d'emploi enregistrées (OEE)	15 285	+ 13,4 %	+1 802
Agriculture	44	+ 33 %	+11
Industrie	494	-17,4 %	-104
Construction	211	+ 9,3 %	+18
Commerce	999	+ 21,7 %	+178
Transport - logistique	420	+ 61,5 %	+160
Hébergement, restauration	1054	+ 28,7 %	+235
Services productifs	8 450	+ 15,5 %	+1 135
Services présentiels	3 613	+ 4,9 %	+169

Source : Pôle emploi - données brutes

Services productifs : information et communication, activités financières et d'assurances, activités immobilières, activités spécialisées / scientifiques / techniques, services administratifs et de soutien
Services présentiels : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, arts, spectacles et activités récréatives, activités des ménages employeurs et producteurs, autres

Offre et demande de travail vues par l'activité de Pôle emploi, sur le territoire de la métropole nantaise



Mémento

Il convient d'être prudent dans l'interprétation des dynamiques concernant les offres d'emploi et les métiers recherchés par les demandeurs. En effet, Pôle emploi, bien qu'acteur majeur, ne couvre pas l'intégralité du marché tant sur l'offre (autres plateformes recensant les offres, candidatures spontanées, réseaux...) que sur la demande (personnes en recherche d'emploi non inscrites à Pôle emploi).

ZOOM SUR...

la clause sociale de Nantes Métropole

L'ACHAT RESPONSABLE // UN LEVIER POUR L'EMPLOI

LA CLAUSE SOCIALE 

Depuis 2004, Nantes Métropole a fait de sa **commande publique un levier pour l'emploi des personnes les plus en difficulté ou éloignées de l'emploi** au travers de la mise en œuvre de la clause sociale. Sur les 8 à 10 années à venir, de nombreux programmes de renouvellement urbain vont avoir lieu à Nantes Métropole qui vont permettre de mobiliser les deux dispositifs de la clause sociale.

La clause sociale, qu'est-ce que c'est ?

50
donneurs d'ordre
du territoire
qui...

Utilisent l'achat public comme levier
Favorisent l'accès à l'emploi
Mobilisent les entreprises

- 16** communes
- 9** structures de l'Habitat (OPH, ESH)
- 11** sociétés publiques locales et / ou d'Aménagement (SPL, SPLA)
- 7** EPIC ou EPA
- 7** directions ou services de l'État

2 dispositifs

01 la clause d'insertion

Elle vise à réserver des heures de travail à des personnes éloignées de l'emploi. L'objectif est de construire un parcours professionnel pour ces personnes, qui bénéficient d'un contrat de travail, et d'un accompagnement avec les acteurs de l'emploi et de l'insertion.

02 Les marchés réservés

La clause vise à réserver des marchés publics aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire. Elles permettent aux personnes suivies par ces structures de travailler en CDD Insertion sur 24 mois maximum. De nombreuses actions de formation sont réalisées dans le cadre des missions confiées (CACES, habilitations...).

En 2017

423 000
heures de travail



295
actions de formation



300
entreprises mobilisées



913 personnes ont bénéficié de contrats de travail dans la cadre de la clause sociale
86 % habitent la métropole
41 % habitent un quartier prioritaire
35 % ont moins de 26 ans

265 500
heures de travail



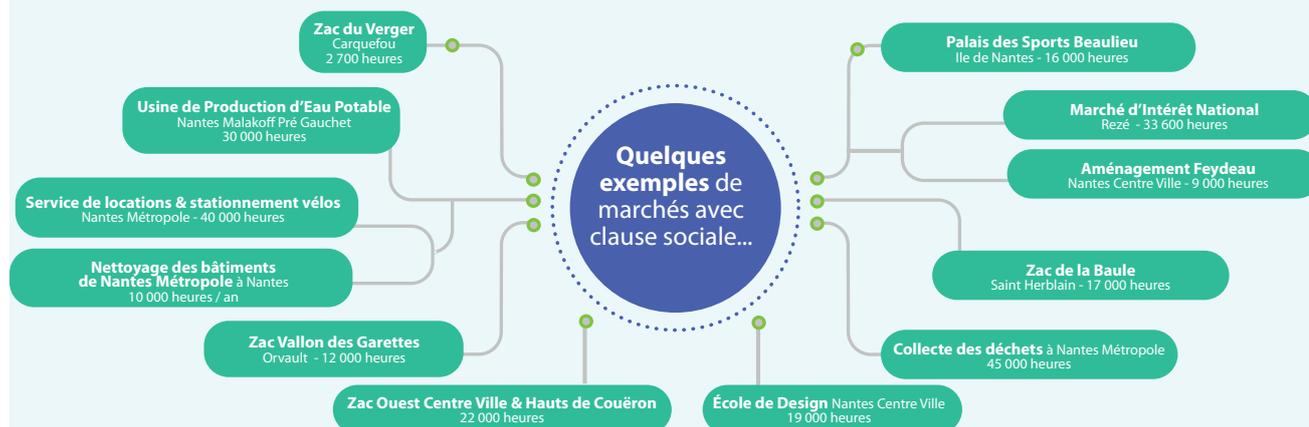
664
actions de formation



13
structures d'insertion par l'activité économique mobilisées



655 personnes ont bénéficié de contrats de travail dans la cadre de la clause sociale
99 % habitent la métropole
41 % habitent un quartier prioritaire
69 % sont allocataires du RSA



Et dans les Quartiers Politique de la Ville...

Dans le cadre de la rénovation urbaine des quartiers de Bottière Pin Sec, du Grand Bellevue (Nantes/St Herblain), de Nantes Nord et des Dervallières, une **charte locale d'insertion ANRU** a été adoptée en décembre 2017.

L'objectif est de réserver les heures de travail dans le cadre des investissements à l'insertion professionnelle des habitants des **15 quartiers prioritaires de la métropole nantaise**, avec une attention particulière pour le public féminin et jeune.

Les métiers concernés par la clause sociale sont souvent liés aux secteurs du bâtiment et des travaux publics, très masculins. La charte prévoit une **diversification des profils des bénéficiaires** qui se traduit par la recherche de métiers liés à la maîtrise d'œuvre (dessinateur, projeteur, géomètre, comptabilité, bureaux d'études internes, services informatiques) ou sur les services supports.

DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

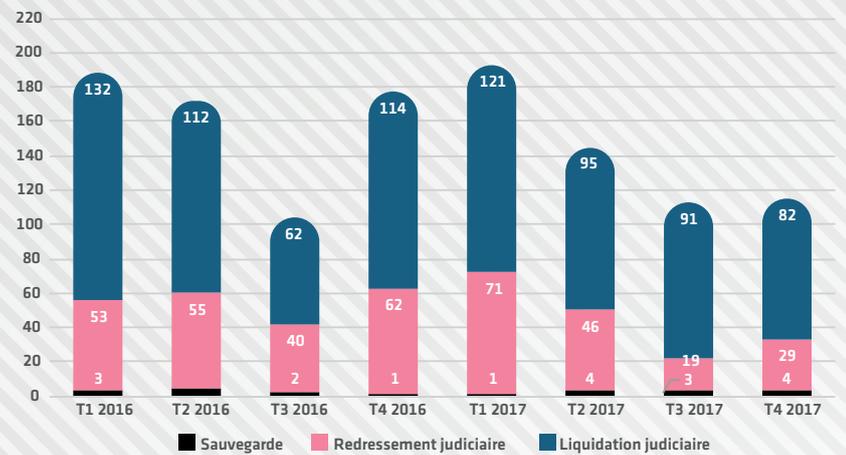
AMÉLIORATION CONTINUELLE DE LA SITUATION DES ENTREPRISES LIGÉRIENNES EN 2017

Au 4^{ème} trimestre 2017, les procédures collectives sont stables par rapport au 3^{ème} trimestre mais en diminution par rapport au 4^{ème} trimestre (-35%). Sur l'ensemble de l'année, le Tribunal de Commerce recense 566 entreprises en défaillance, soit 75 de moins que l'année 2016 (45 redressements et 31 liquidations).

La trésorerie des entreprises s'est de nouveau améliorée ce trimestre en Loire-Atlantique. Les demandes de délais de paiement des cotisations sociales ont diminué, dans tous les secteurs d'activité. Les taux d'impayés sont également en repli : ils ne représentent qu'une faible proportion (1,4 % un mois après la date d'échéance) des entreprises ligériennes.

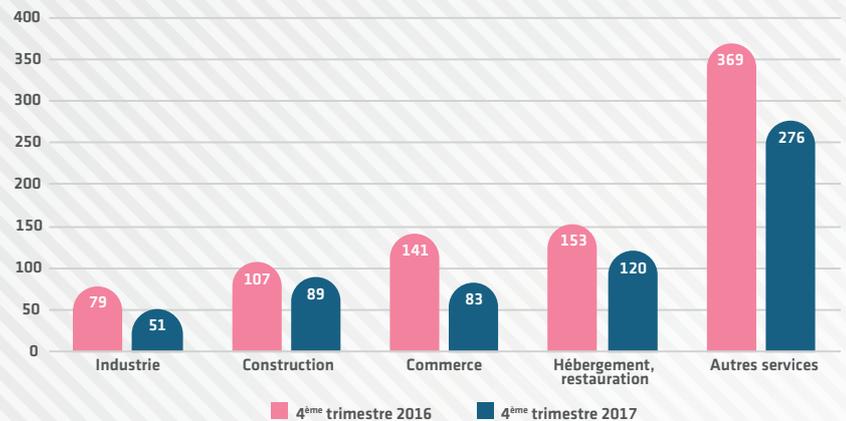
On constate également une dynamique de création d'entreprises : 1 763 entreprises se sont immatriculées au registre du Commerce et des Sociétés au 3^{ème} trimestre, soit plus qu'en 2016 à la même période (+10 %), tandis que les radiations reculent (-12 %).

Procédures collectives - jugements au Tribunal de Commerce de Nantes



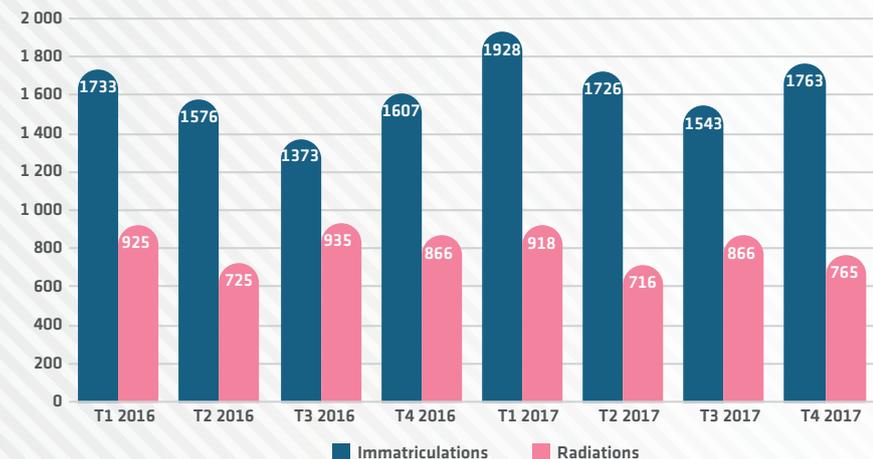
Source : Infogreffe et Tribunal de Commerce de Nantes

Demandes de délais de paiement des cotisations sociales des établissements employeurs de Loire-Atlantique, par secteur d'activités



Source : Acofss Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données provisoires

Immatriculations et radiations au registre du Commerce et des Sociétés



Source : Tribunal de commerce de Nantes

PERSPECTIVES D'EMBAUCHES

PROGRESSION DES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS TOUS LES SECTEURS

À nouveau ce trimestre, les prévisions de recrutement des entreprises métropolitaines sont importantes avec 91 988 intentions d'embauches. Cela représente une hausse de 3,1 % par rapport à 2016 à la même période.

Les trois-quart de ces déclarations restent néanmoins de courtes durées (moins d'un mois). Cependant, les missions de plus d'un mois sont en nette augmentation (+13 %) et plus de la moitié d'entre elles concernent des CDI, soit un peu moins de 15 000 intentions d'embauches.

Ce trimestre, les services productifs anticipent également une hausse des besoins et un fort volume de recrutement. Ces intentions sont assez importantes dans les activités spécialisées et techniques (en baisse sur les missions courtes cependant) ainsi qu'administratives et de soutien

aux entreprises, et plus modestes en communication. Ces secteurs proposent néanmoins un bon niveau de contrats stables et durables.

Comme les trimestres précédents, les activités présentes (commerce, santé humaine et action sociale, art et activités récréatives) anticipent un nombre important d'embauches, en hausse par rapport à 2016. Les missions proposées sont cependant de courtes durées pour la plupart de ces secteurs, qui s'appuient sur une main-d'œuvre essentiellement féminine. Les entreprises de l'hébergement et de la restauration anticipent en revanche moins d'embauches de courte durée.

Enfin, les secteurs essentiellement masculins de l'industrie et de la construction se portent assez bien ce trimestre. Avec 1 761 intentions d'embauches déclarées, le BTP anticipe des besoins durables (88 % de contrats long, dont 64 % en CDI). C'est également le cas des activités de transport-logistique dont les intentions d'embauches progressent très significativement ce trimestre, tant sur les missions longues que courtes.

Les embauches anticipées par les entreprises (données brutes, hors intérim) à Nantes Métropole

	Intentions d'embauches > 1 mois T4 2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	dont CDI (en %)	Intentions d'embauches < 1 mois T4 2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Intentions d'embauches	23 443	+ 13,0 %	+ 2689	16%	68 545	+ 0,1%	+ 77
Industrie manufacturière	1 291	+ 4,6 %	+ 57	47 %	345	- 11,3 %	- 44
Eau - énergie - déchets	123	+ 39,8 %	+ 35	43 %	13	- 69 %	- 29
Construction	1 562	+ 29,4 %	+ 355	57 %	199	- 18,1%	- 44
Commerce	3 846	+ 9,4 %	+ 331	31 %	3 696	- 2,2 %	- 83
Transport - logistique	1 195	+ 14,0 %	+ 147	27 %	1 638	+ 79,8 %	+ 727
Hébergement, restauration	3 186	+ 11,4 %	+ 326	23 %	7 846	- 7,1 %	- 600
Information, communication	1 551	+ 16,9 %	+ 224	37 %	1 733	+ 0,7 %	+ 12
Finance, assurance, activités immobilières	1 042	+ 2,1 %	+ 21	43 %	325	- 14,9 %	- 57
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	2 451	+ 10,2 %	+ 226	16 %	8 027	- 25,3 %	- 2 713
Services administratifs, soutien	2 576	+ 35,2 %	+ 670	7 %	16 292	+ 12,4 %	+ 1 800
Administration publique, enseignement	966	+ 7,0 %	+ 63	9 %	1 782	- 1,9 %	- 34
Santé humaine et action sociale	2 198	+ 10,0 %	+ 200	8 %	10 253	+ 1,6 %	+ 162
Arts, spectacles et activités récréatives	454	+ 10,7 %	+ 44	1 %	14 171	+ 4,7 %	+ 634
Autres activités de services	1 002	- 1,0 %	- 10	15 %	2 225	+ 18,4 %	+ 346

Source : Acoess Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données provisoires

ZOOM SUR... la conjoncture régionale vue par la Banque de France

Dans son enquête mensuelle réalisée en mars 2018, la Banque de France indique que le ressenti des entreprises en Pays de la Loire du climat des affaires est au beau fixe dans les services tandis qu'il fléchit légèrement dans l'industrie.

La confiance des entreprises de l'industrie se dégrade légèrement. Elles affirment connaître une diminution de la demande, du marché intérieur comme de l'extérieur. C'est tout particulièrement le cas pour les entreprises de l'industrie agroalimentaire, et dans une moindre mesure dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques, informatiques et autres machines et équipements. Pourtant les carnets de commandes ne désespèrent pas. Les productions se maintiennent dans les autres secteurs de l'industrie ligérienne, et les stocks sont à un niveau moyen. On observe quelques tensions sur les prix des matières premières. Les prévisions de production à court terme restent favorables.

En revanche, les entreprises ligériennes des services marchands affichent une confiance légèrement à la hausse en mars 2018, après quelques mois de stabilité depuis le pic atteint en octobre 2017. Les activités de conseil, juridiques ou de gestion affichent une forte dynamique. En revanche, les services marchands du transport connaissent un repli d'activité. Au global, la situation des entreprises des services semble confortable avec un bon niveau de trésorerie et des effectifs qui se renforcent. Les prévisions d'activité en Pays de la Loire sont favorablement orientées dans ces secteurs pour les prochains mois.

Source : Banque de France des Pays de la Loire

VEILLE SECTORIELLE

Actualité économique à Nantes Métropole et dans sa zone d'emploi.

Il s'agit d'une sélection d'informations multi-sources (lettre API, journal des entreprises, Ouest France Entreprises...) qui ne se veut pas exhaustive.

Info embauches

INFORMATIQUE - WEB - INGÉNIERIE - CONSEIL

Accenture prévoit de recruter 100 personnes à Nantes dans les six mois sur son centre de services informatiques basé à Nantes. L'entreprise a déjà embauché 115 personnes depuis le 1^{er} septembre 2017, dont 39 % de femmes. Le centre compte aujourd'hui plus de 700 salariés contre 600 fin 2016.

Modis embauche 70 personnes à Nantes. La société de conseil en ingénierie, services numériques et sciences de la vie, filiale de the Adecco Group, recrute 1 000 collaborateurs en 2018 pour accompagner sa croissance, dont 70 à Nantes.

COMMERCE - SANTÉ

Lunettes pour tous crée **25 emplois en CDI** à Nantes. L'enseigne parisienne fondée par Paul Morlet et Xavier Niel vient d'ouvrir une boutique à Nantes où des lunettes de vue à partir de 10 € seront fabriquées en 10 minutes après un examen de la vue complet sans rendez-vous. Nantes est la 7^{ème} boutique de la société (175 salariés - 13 M€ de CA).

BANQUE FINANCES ASSURANCE

Amaguiz recrute **20 conseillers commerciaux**, à distance, **en CDI et à temps plein**. La filiale nantaise du groupe Groupama, dédiée à la distribution de produits d'assurances à distance emploie actuellement 230 collaborateurs à Orvault.

LOGISTIQUE - DISTRIBUTION

Un speed dating pour **100 postes à Nantes** a été organisé fin avril par **U Log**. La société logistique des magasins U veut recruter 110 personnes cette année pour ses 4 entrepôts de la région nantaise (employés logistiques, professionnels de la maintenance). La société logistique des magasins U organisait un **job dating** à Carquefou, où se trouve son siège social, le 21 avril dernier.

Atlagel frais, spécialisée dans la distribution de produits frais et surgelés pour les professionnels, **prévoit plusieurs embauches**. La société, qui emploie 140 salariés s'est installée il y a un an sur la zone Océane à Rezé, au sein du pôle agroalimentaire et proche du nouveau MIN, dans un **nouveau bâtiment de 6 180 m² d'entrepôts** (6,5 M€ d'investissement).

INDUSTRIE - NAVALE

Alten Ouest recrute 350 ingénieurs dans l'Ouest. Le groupe d'ingénierie et de conseil en technologies dans l'industrie et le numérique annonce vouloir recruter en 2018, principalement **des ingénieurs pour les marchés de l'aéronautique, la navale et l'automobile**.

40 postes d'usineurs à pourvoir chez **Naval Group** (ex DCNS), pour son site industriel d'Indret. L'industriel de la navale organisait une journée de recrutement, le 16 mars dernier, à Nantes. Le groupe a annoncé **200 recrutements pour l'année 2018** dans la région nantaise.

La 8^{ème} édition de la **Semaine de l'Industrie** s'est tenue fin mars/début avril dans toute la France, afin de promouvoir l'industrie auprès du grand public, et d'orienter particulièrement les jeunes et les demandeurs d'emploi vers ces métiers qui recrutent. C'est tout particulièrement le cas de **l'aéronautique**, selon le groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales, qui annonce **12 000 recrutements dans ce secteur en France en 2018**, soit autant qu'en 2017.

Info implantations

Nerim ouvre une agence à Nantes au Hub Créatic. L'opérateur **internet et télécom** basé à Paris, couvrira désormais la Bretagne et les départements de Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Vendée et Charente-Maritime.

StepStone ouvre une première agence à Nantes. Le **site européen d'offres d'emploi** (6M€ de CA, 50 salariés) annonce que les Pays de la Loire représentent la 4^{ème} région la plus créatrice d'emplois en France depuis le début de l'année 2018 avec 26 909 offres de postes diffusées.

Ametra s'implante à Nantes en ouvrant une antenne spécialisée **en ingénierie**, à proximité de sa filiale Anjou Electronique. Le groupe est spécialisé dans le développement et l'intégration de systèmes mécaniques, électriques et électroniques.

Info fermetures

Solocal, le groupe détenant **Les Pages Jaunes** a dévoilé un plan social en mars dernier, prévoyant la **fermeture de 18 agences sur 22 en France**, dont celle de Nantes, et la suppression d'environ un millier d'emplois. **70 personnes** sont concernées à Nantes.

Levées de fond

Vite mon marché, start-up nantaise accompagnée par Imagination Machine, le nouvel accélérateur dirigé par Rob Spiro, vient de lever **600 000 euros** auprès de GO Capital et d'investisseurs privés pour développer son offre de **service de livraison de produits locaux à domicile**.

Ki ET LA lève **700 000 euros** sur Finple en emprunt obligataire et s'attaque au marché des États-Unis. Plus de 30 investisseurs ont décidé de soutenir la jeune pousse nantaise de **10 salariés**, spécialisée dans la **création et la commercialisation d'accessoires pour enfants anti UV**.

96 millions d'euros en 2017 ont été levé par les **start-ups nantaises**, en 31 opérations, selon un calcul de **la Cantine**. Il s'agit d'un montant record comparé aux 61 millions d'euros de 2016. Ces levées de fonds ne concernent pas le seul secteur **numérique ou le e-commerce**, **les biotechnologies et l'environnement** séduisent également.

Info économiques

INFORMATIQUE - INGÉNIERIE - SERVICES NUMÉRIQUES

Tibco signe une année record en 2017, en clôturant son exercice comptable sur **un chiffre d'affaire de 115 millions d'euros** (107 en 2016). Le groupe de services numérique organisé en 9 marchés (banque, assurances, industrie, retail, services, santé, secteur public, opérateurs, industrie) présente un résultat net de 4,4 millions d'euros, un très faible endettement et une solide trésorerie. Face aux **forts besoins de recrutement dans le secteur numérique**, Tibco a lancé en 2017 sa propre **Tib's Academy** pour former techniciens, ingénieurs, commerciaux, consultants, avec un axe particulièrement fort sur **les savoir-être**.

ASI annonce avoir dégagé sur son **exercice 2017 un chiffre d'affaires de 33,3 millions d'euros**. La nouvelle direction de l'innovation d'ASI est chargée de développer de **nouvelles offres autour de la data, de l'internet des objets ou encore de la blockchain**.

VIF double la taille de ses locaux à la Chapelle-sur-Erdre. **L'éditeur de logiciels et d'applications pour les entreprises de l'agroalimentaire** compte 200 salariés et 20 millions d'euros de chiffre d'affaire. Il lance la construction d'un nouveau bâtiment de 2 000 m² à côté de son emplacement actuel de 2 500 m² et **projette de recruter 40 nouveaux collaborateurs cette année**.

Synergie finalise **l'acquisition d'une SSII**. Groupe de dimension internationale dans la **gestion et le développement des ressources humaines** (recrutement, travail temporaire, formation et conseil), Synergie compte plus de 3 050 collaborateurs répartis en France et dans 16 pays à l'international, et **diversifie ses compétences avec ce rachat**. L'entreprise en voie de rachat emploie actuellement 600 salariés pour un chiffre d'affaires 2018 attendu autour des 50 millions d'euros.

AÉRONAUTIQUE - MATÉRIAUX

Airbus annonce des changements de ses cadences de production. Le donneur d'ordres a prévenu ses fournisseurs de **l'accélération de la production de l'A320**. Avec **un carnet de commande très fourni** (plus de 6 000 appareils) et des perspectives supplémentaires, l'avionneur projette une production de **63 appareils par mois** en avril 2019, contre 50 aujourd'hui, et de 70 à 75 A320 par mois début 2021. En revanche, Airbus **baisse les cadences sur l'A380** et l'avion militaire A400M qui vont conduire à un redéploiement des équipes, sans licenciement selon les syndicats.

Daher Nantes produira des pièces structurelles en composite thermoplastique pour le **Boeing 787 Dreamliner**. C'est l'usine de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, centre d'excellence dans les thermoplastiques, qui assurera cette production.

Extol France, filiale de l'entreprise espagnole Extrusiones de Toledo, souhaite développer **2 500 m² supplémentaires** à son usine nantaise de 7 000 m² pour élargir son activité d'extrusion. Ce procédé de fabrication (thermo)mécanique permet de produire des pièces aux formes précises et continues et aux formes parfois très complexes, utilisables sans usinage complémentaire (tube, tuyau, profilé creux). L'extension permettra notamment de développer une unité de thermolaquage pour la coloration des profilés.

EAU ET ASSAINISSEMENT

La Nantaise des eaux ingénierie a été placée en **redressement judiciaire le 21 mars dernier**, alors qu'elle était sous procédure de sauvegarde depuis l'automne 2017. **3 repreneurs se sont déclarés** : Aquadep (Chapelle-sur-Erdre), Feljas & Masson (Laval), et Sources (Montpellier). Le Tribunal de Commerce devrait se prononcer début mai. Basée à Sainte-Luce-sur-Loire, l'entreprise conçoit et installe des usines de traitement de l'eau et **emploie une trentaine de salariés**.

BIOTECHNOLOGIES

Valneva, société de biotechnologies nanto-lyonnaise a dégagé en 2017 un chiffre d'affaires de 109,8 millions d'euros, en progression annuelle de 12 %. Ce rythme de croissance, néanmoins inférieur de 5,5 points à celui affiché durant l'année 2016, est alimenté par des ventes de vaccins en hausse de 15 %.

MAINTENANCE

STIA investit 1,2 millions d'euros dans un nouveau siège social à Sainte-Luce-sur-Loire. La PME de 35 salariés spécialisée dans la tuyauterie, la maintenance et les transferts industriels s'est déplacée de quelques centaines de mètres pour s'installer dans un bâtiment refait à neuf de 1 800 m².

MÉTHODOLOGIE & SOURCES

Présentation des données

Données brutes et données corrigées des variations saisonnières (CVS)
Glissement trimestriel / glissement annuel

Les données de ce document constituent des indicateurs de la conjoncture et de suivi de l'emploi, sur des séries statistiques de longue période, à récurrence trimestrielle. **Lorsqu'elles sont corrigées des variations saisonnières de l'emploi, elles permettent une comparaison avec les autres trimestres de l'année** (glissement trimestriel). En revanche, **lorsqu'elles sont brutes, la comparaison ne pourra se faire qu'annuellement** en comparant le trimestre courant au trimestre considéré de l'année précédente (glissement annuel).

Emploi salarié privé

Source : Urssaf Acooss

Le champ du **secteur privé Acooss-Urssaf couvre l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel**, affiliées au régime général et exerçant leur activité en France (métropole et Dom hors Mayotte). Ce champ comprend **tous les secteurs d'activité économique à l'exception :**

- ❶ des établissements relevant du **régime agricole** (cotisants MSA)
- ❷ **des administrations publiques** (hors sécurité sociale)
- ❸ des établissements de **l'éducation non marchande**, relevant de l'Etat ou des collectivités locales et de la **santé non marchande**
- ❹ **des employeurs de salariés à domicile**

Les données de l'effectif salarié sont collectées à partir des déclarations des entreprises employeuses, dans le cadre du recouvrement des cotisations sociales par les Urssaf. **Cet effectif est mesuré à chaque fin de trimestre, chaque salarié déclaré compte pour un emploi, indépendamment de sa durée du travail et de ses conditions d'emploi.**

Les données publiées par l'Acooss sont **provisoires pour le trimestre étudié** et sont désaisonnalisées (CVS) pour corriger l'impact des fluctuations saisonnières de l'emploi. Elles peuvent être révisées compte tenu de cette désaisonnalisation et suite à des vérifications ou des révisions de déclarations de la part des entreprises.

Emploi intérimaire

Source : Pôle emploi

Pôle emploi collecte auprès des établissements intérimaires de Nantes Métropole des données sur leur activité, qui lui permettent de construire un indicateur mensuel de l'emploi intérimaire en fin de mois, par secteur d'activité.

Taux de chômage localisé

Source : Insee

Le taux de chômage localisé est une synthèse entre **l'enquête Emploi en continu de l'Insee** (qui mesure auprès d'un échantillon représentatif de la population française les concepts d'activité, chômage, emploi et inactivité tels qu'ils sont **définis par le Bureau international du travail**) et la Source **Pôle Emploi** (nombre d'inscrits en fin de mois en tant que demandeurs d'emploi).

La méthode d'estimation des taux de chômage localisés repose sur l'estimation du chômage et de l'emploi **par zone d'emploi et par département (au niveau géographique le plus fin)**. Le chômage est estimé chaque trimestre, à partir du nombre de chômeurs national ventilé aux différents niveaux géographiques à partir de la structure des demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi. Chaque série ainsi obtenue est ensuite désaisonnalisée (corrigée des variations saisonnières).

Le **taux de chômage localisé est finalement calculé en rapportant le nombre de chômeurs (personnes en âge de travailler, sans emploi et en recherche active d'un emploi) à la population active estimée** (somme du nombre de chômeurs et de l'emploi estimés).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Source : Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande au cours du dernier jour du mois et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Pôle emploi distingue les inscrits selon plusieurs catégories :

- ❶ **Catégorie A** : DEFM **sans emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois** et tenus de rechercher un emploi.
- ❷ **Catégorie B** : DEFM **sans emploi, ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois** (78h ou moins) et tenus de rechercher un emploi.
- ❸ **Catégorie C** : DEFM **sans emploi, ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois** (plus de 78h) et tenus de rechercher un emploi.
- ❹ **Catégorie D** : DEFM sans emploi, non tenus de rechercher un emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...).
- ❺ **Catégorie E** : DEFM non tenus de rechercher un emploi, en emploi répondant à un dispositif particulier (contrats aidés...)

Demandeurs d'emploi de longue durée : les DELD sont les personnes inscrites à Pôle emploi depuis un an ou plus.

Bénéficiaires de l'obligation d'emploi : statut institué par l'article L.323-1 du Code du travail. Il concerne les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, les anciens militaires, avec une pension militaire d'invalidité, et les titulaires de la carte d'invalidité.

A noter que le fait de s'inscrire à Pôle emploi est une démarche administrative. La situation des personnes qui s'inscrivent ne correspond pas directement aux critères statistiques définissant le chômage au sens du BIT. **La catégorie A se rapproche le plus de la définition du chômage au sens du BIT et mesuré dans l'enquête Emploi de l'Insee**, bien que ces deux notions se recoupent imparfaitement.

L'évolution des DEFM reflète principalement l'évolution de la situation sur le marché du travail. Cependant, d'autres éléments peuvent jouer, liés au caractère administratif de la démarche (modalités d'inscription/de réinscription/de radiation, réglementations et mesures d'accompagnement, règles d'attribution d'allocations...)

Les données Pôle Emploi du baromètre sont des données brutes et diffèrent des données corrigées des variations saisonnières.

Publics accompagnés par le service public de l'emploi

Source : Mission Locale, Maison de l'emploi et Conseil Départemental

Les dispositifs de **Maison de l'emploi, de Mission locale, de PLIE** sont des outils déployés et pilotés localement à l'échelle de Nantes Métropole. Ils permettent d'accompagner les demandeurs d'emplois **dans leur parcours d'insertion en complément des dispositifs nationaux**, portés par Pôle emploi notamment.

Les données relatives aux publics accueillis et accompagnés qui sont communiquées dans ce document ont un caractère provisoire, et sont généralement définitives 6 mois après la fin de la période considérée.

La Mission Locale accompagne les jeunes de 16 à moins de 26 ans.

L'indicateur « **nombre de jeunes suivis** » correspond au nombre de jeunes, sur la période :

- ❶ ayant eu au moins un entretien avec un conseiller
- ❷ ou ayant participé à un atelier
- ❸ ou ayant participé à une information collective
- ❹ ou ayant eu un contact téléphonique avec un professionnel

L'indicateur « **nombre de nouveaux inscrits** » correspond au nombre de jeunes dont le premier contact avec la Mission locale a eu lieu sur la période concernée.

La **Maison de l'emploi de la métropole nantaise** est un organisme local de l'emploi créé à l'initiative de Nantes Métropole, qui regroupe plusieurs dispositifs, dont le **Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)**, cofinancé par le **Fonds Social Européen (FSE)**.

La principale fonction des PLIE est d'organiser des parcours d'insertion professionnelle pour des publics en difficulté :

- ☛ Chômeurs de longue durée
- ☛ Allocataires de minima sociaux
- ☛ Demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés
- ☛ Demandeurs d'emploi de + de 50 ans dits « Seniors »
- ☛ Travailleurs handicapés
- ☛ Tous publics en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

Le nombre d'accompagnements correspond au nombre de personnes suivies dans le cadre du dispositif PLIE au cours de la période concernée.

Enfin, le **Conseil Départemental de Loire-Atlantique pilote les Unités emploi qui accompagnent les allocataires du RSA en situation de recherche d'emploi**. Leur mission principale est d'assurer le suivi et la continuité des parcours d'insertion professionnelle.

Niveaux de diplômes

- ☛ **I et II équivalant à un niveau égal ou supérieur au Bac+3** (licence, maîtrise, ...)
- ☛ **III équivalent à un niveau bac+2** : BTS (brevet de technicien supérieur) DUT (diplôme universitaire de technologie)
- ☛ **IV équivalent au bac** (général, technologique ou professionnel), au brevet de technicien (BT) ou au brevet professionnel
- ☛ **V équivalent au CAP** (certificat d'aptitude professionnelle), **au BEP** (brevet d'études professionnelles) ou **au diplôme national du brevet** (DNB, et anciennement brevet des collèges ou BEPC)
- ☛ **V bis** d'une durée maximale **d'un an après le collège**
- ☛ **VI** n'allant pas au-delà de la scolarité obligatoire (16 ans)

Offre d'emplois enregistrée par Pôle emploi

Source : Pôle emploi

Les données sur les offres d'emploi enregistrées permettent de mesurer **le niveau d'offre d'emploi émanant des entreprises et qu'elles ont transmis aux services de Pôle emploi**.

À noter que ces offres ne couvrent donc pas l'intégralité du marché ouvert, c'est-à-dire l'ensemble des offres accessibles à tous, dans une agence ou sur le site de Pôle Emploi, ou sur d'autres portails/média (Apec, leboncoin, météjob, indeed, régionjob, monster) ou en agence d'intérim.

Cet indicateur ne donne pas d'information sur les offres liées au marché caché, qui regroupent les offres qui ne sont pas rendues publiques car pourvues grâce à des candidatures spontanées adressées aux entreprises par les personnes en recherche d'emploi, ou grâce aux réseaux de ces derniers, professionnels ou personnels.

Demandes de délais

Source : Urssaf Acoess

Le taux d'impayés, ou taux de restes à recouvrer (RAR), mesure la **part des cotisations déclarées dans le mois restant impayé**. Il est observé à **30 jours (et peut témoigner d'éventuels retards de trésorerie) et à 90 jours après l'échéance (et peut témoigner de difficultés plus durables)**.

La déclaration s'effectue mensuellement pour les entreprises de plus de 10 salariés, et trimestriellement pour les entreprises de moins de 10 salariés. En cas de difficultés de paiement, les entreprises peuvent demander aux Urssaf de leur accorder un délai pour s'acquitter de leurs cotisations.

Procédures collectives - défaillances d'entreprises

Source : Infogreffe et Tribunal de commerce de Nantes

Une entreprise est en situation de **défaillance** ou de dépôt de bilan à partir du moment où une **procédure de redressement judiciaire** est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient

lorsqu'une entreprise est en état de **cessation de paiement**. Les procédures collectives peuvent prendre plusieurs formes en fonction des perspectives de poursuite d'activité.

La sauvegarde : l'entreprise n'est pas en état de cessation de paiements, mais ne peut surmonter seule ses difficultés. Le tribunal va mettre en place un plan de sauvegarde facilitant la réorganisation de l'entreprise.

Le redressement judiciaire : l'entreprise est en état de cessation de paiement et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Le tribunal de commerce va mettre en place un plan destiné à poursuivre l'activité, maintenir l'emploi et apurer le passif.

La liquidation judiciaire : l'entreprise est en état de cessation de paiement et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Son redressement est manifestement impossible, le tribunal va donc liquider l'entreprise et ses actifs.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce et des Sociétés

Source : Tribunal de commerce de Nantes

Le **registre du commerce et des sociétés (RCS)** se présente comme un casier qui centralise un certain nombre d'informations légales. En France, toute **personne physique ou morale qui a la qualité de commerçant doit s'inscrire à ce registre**, tenu par le Tribunal de Commerce. Les créations (immatriculations) et les radiations d'un commerçant personne physique ou d'une société font donc l'objet d'une déclaration auprès du greffe du Tribunal de commerce. Le motif de la demande de radiation d'entreprise ou société peut être lié à une cessation d'activité, une dissolution, une fusion...

Déclarations préalables à l'embauche / Intentions d'embauches

Source : Urssaf Acoess

Les déclarations préalables à l'embauche sont une **formalité administrative obligatoire liée à l'embauche** et qui doit être adressée à l'Urssaf indépendamment de la durée et la nature du contrat de travail. **Les intentions d'embauche de plus d'un mois, concernent les CDI et les CDD d'une durée supérieure à 31 jours**.

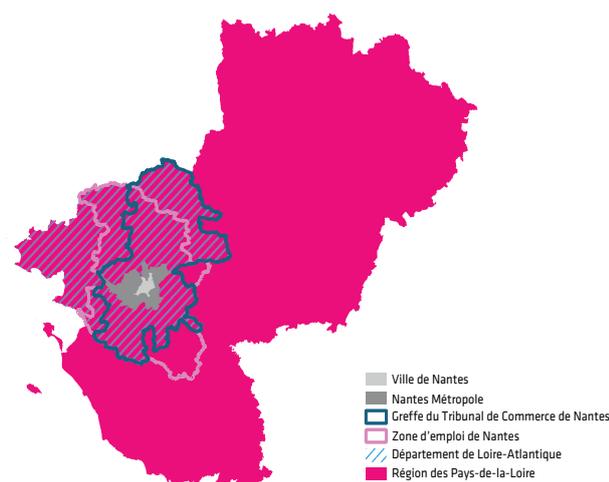
Indicateur du climat des affaires

Source : Banque de France

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une **variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion**.

En hausse, cet indicateur traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. Plus sa valeur est élevée, plus le jugement des informateurs est favorable.

La méthode employée consiste en une Analyse en Composante Principale à partir de données (**carnet de commandes, stocks, production, prix...**) corrigées des variations saisonnières et des jours d'ouvertures, lissées sur 5 mois.



UN DOCUMENT SYNTHÉTIQUE POUR TÉMOIGNER DE LA CONJONCTURE SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

Cette publication de données de conjoncture présente une vision synthétique et régulière du marché du travail et de la vie économique de la métropole nantaise.

Les travaux d'analyse de la conjoncture sont peu nombreux à l'échelle infrarégionale, et impliquent la mobilisation de nombreux organismes partenaires pour obtenir des données fines et récurrentes et permettre une mise en perspective.

Témoignage d'une dynamique positive d'ouverture et de partage, ce document s'appuie sur une sélection d'indicateurs à l'échelle locale de la zone d'emploi de Nantes et de Nantes Métropole, alimentés par les établissements producteurs de données publiques et par les partenaires de l'observatoire, dont nous souhaitons saluer la collaboration et l'implication :

- l'Urssaf des Pays de la Loire
- Pôle emploi des Pays de la Loire
- la Maison de l'emploi de Nantes Métropole
- la Mission locale de Nantes Métropole
- le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)
- le Conseil Départemental de Loire-Atlantique
- l'Insee des Pays de la Loire
- le Tribunal de Commerce de Nantes
- la Banque de France des Pays de la Loire
- Nantes Métropole

L'analyse a été partagée auprès du groupe de travail intégrant tous les partenaires de la démarche, que nous remercions également pour leurs précieuses contributions.

Retrouvez cette publication sur le site internet de l'Auran : auran.org/publications

*Insee – Conjoncture Pays de la Loire n°19 Avril 2018 « L'embellie se confirme »
www.insee.fr*

*Urssaf des Pays de la Loire – Stat'ur n°29 Avril 2018 « Ce trimestre, l'embellie se confirme dans tous les secteurs »
www.acoss.fr*

*Pôle emploi des Pays de la Loire Février 2018 « Le marché du travail : synthèse - Décembre 2017 »
Pôle emploi des Pays de la Loire Février 2018 « Panorama conjoncturel en Pays de la Loire
www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr*

Banque de France des Pays de la Loire – Tendances régionales – Mars 2018 « la conjoncture en Pays de la Loire, enquêtes mensuelles »

*Banque de France des Pays de la Loire – Tendances régionales – « Bilan 2017 - Perspectives 2018 »
www.banque-france.fr*

*Ores – Note de conjoncture n°82 Mars 2018 « l'activité économique continue de se renforcer bien que le déficit commercial progresse »
www.ores-paysdelaloire.fr*

*Carif-Oref - Décembre 2017 « Plan 500 000 formations supplémentaires en Pays de la Loire : une personne sur deux en emploi six mois après la formation »
www.orientation-paysdelaloire.fr*

*Jobijoba - Décembre 2017 « Baromètre 2017 de l'emploi en région Pays de la Loire »
www.jobijoba.com*

*Observatoire régional des compétences numériques ORNC – 2ème semestre 2017 - « Enquête Nantes Métropole »
www.orcn.fr*

Dossier réalisé par Mathilde Loget (Cheffe de projet - Auran) avec l'appui de l'équipe de l'Auran et de Sandrine Logaridis (Nantes Métropole)

Pour aller plus loin